



Le contrat de partenariat public-privés (PPP) qui liait Neo Industry et la Communauté urbaine de Douala (CUD) pour la construction, le financement, l'exploitation et de la maintenance d'un centre commercial sur le site du marché Congo de Douala, ravagé par les flammes, a été résilié en fin d'année 2022. L'information est contenue dans le rapport sur les coûts des risques budgétaires générés par les projets exécutés en PPP que vient de commettre le ministère des Finances.

Selon le rapport, le maire de la ville, Roger Mbassa Ndine, a résilié le contrat avec l'entreprise de l'homme d'affaires camerounais Emmanuel Neossi par ce qu'elle éprouvait des « difficultés » à achever la construction de cette infrastructure commerciale. Démarrés en 2019, ces travaux auraient dû en effet s'achever en 2021, selon les termes du contrat. En plus, selon le même document, Neo Industry peinait également à rembourser une dette de 3,2 milliards de FCFA contractée dans le cadre de ce projet auprès d'un pool bancaire constitué d'Afriland First Bank et de Commercial Bank.

Garant à hauteur de 75% de cet emprunt, la CUD sera appelée à mobiliser ladite garantie et à rembourser à Neo Industry les investissements consentis jusqu'ici. « *Le partenaire public payerait la garantie sur le prêt bancaire du partenaire privé et rembourserait au partenaire privé la valeur résiduelle des investissements déjà réalisés (ceux-ci restent à évaluer)* », indique le rapport.

Pour rappel, le PPP pour la construction du centre commercial sur le marché Congo de Douala avait initialement été signé en 2013 entre la CUD et Sic Congo Management pour un coût total d'investissement de 7,4 milliards de FCFA sur une durée d'exploitation de 10 ans. En 2019, l'entreprise avait décidé de céder son contrat à Neo Industry qui a, à cet effet, créé la société de projet, Neo Congo Mall. Cette société a alors signé en juillet 2019 avec la CUD des avenants qui ont introduit des modifications substantielles au projet. Initialement calibrée pour 1800 boutiques, la capacité du centre commercial a été portée à 3300 unités, le coût de l'investissement a presque été multiplié par quatre pour se chiffrer à 28 milliards de FCFA et la durée du contrat est passée de 10 à 30 ans. On ignore pour l'instant le sort qui sera réservé au projet.

Investir au Cameroun